



---

**Rapport sur l'atelier de lancement du projet « L'importance de l'économie solidaire dans le développement de l'agriculture biologique, en Europe, hier et aujourd'hui »  
à Iffwil près de Berne, 30.06.2016**

---

**STIFTUNG  
MERCATOR  
SCHWEIZ**

Archiv für Agrargeschichte Archives of rural history  
Archives de l'histoire rurale AFA AHR ARH

**u<sup>b</sup>**

**UNIVERSITÄT  
BERN**

**CDE  
CENTRE FOR DEVELOPMENT  
AND ENVIRONMENT**

**Le 30 juin dernier, le déroulement d'un atelier de lancement a signé la première rencontre de la plateforme transnationale du projet «L'importance de l'économie solidaire dans le développement de l'agriculture biologique, en Europe, hier et aujourd'hui». Celle-ci a eu lieu à la ferme bio de la famille Zaugg à Iffwil près de Berne. Les objectifs de cette rencontre étaient; apprendre à se connaître, identifier conjointement les problèmes et les possibilités d'une agriculture biologique orientée vers l'économie solidaire, tout comme discuter d'éventuels ajustements des questions de recherche développées en amont.**

### **Accueil, présentation du projet et tour de table**

Au total, ce sont 35 personnes qui ont pris part à cet atelier d'une journée. Élément très encourageant, avec 29 personnes, presque tous les partenaires de terrain venus de Suisse, d'Allemagne, de France, d'Italie et d'Autriche ont pu être présents. Si une part des participants issus de l'agriculture biologique ou de l'économie solidaire avaient déjà fait connaissance, certains contacts transfrontaliers avaient même déjà été établis. De plus, l'équipe de projet, avec le chargé de projet Prof. Stephan Rist, la cheffe de projet Bettina Scharrer, l'assistante de projet Sibylle Berger, tout comme le partenaire de coopération Dr. Peter Moser, était au complet. La Fondation Mercator était également représentée par Stephanie Huber.<sup>1</sup>

Après le café de bienvenue, Bettina Scharrer s'est chargée, en prélude de l'atelier, d'une brève présentation multilingue de l'équipe de projet. Dès le début, il est apparu clairement que la nécessité de mener un dialogue plurilingue et pluriculturel constituerait un défi majeur, étant donné que l'anglais en tant que «lingua franca» ne serait pas compréhensible pour tous. Ainsi ce sont principalement le français et l'anglais, tout



comme l'allemand en partie, qui ont été choisies pour communiquer. En aide à cela, une traduction orale simultanée a été réalisée par les participants plurilingues et les fiches des présentations ont été distribuées aussi bien en allemand, en français qu'en italien.

À la suite du mot d'accueil, Stephan Rist a introduit brièvement le Centre for Development and Environment en tant que principale institution responsable du projet, suivi d'un bref portrait des Archives de l'histoire présenté par Peter Moser. Bettina Scharrer a, par la suite, présenté le projet et les objectifs tout comme les questions de recherche, les formes d'économie solidaire au sein de l'agriculture, les méthodes et le déroulement du projet. Elle a explicité ensuite le caractère transdisciplinaire du projet, visant à une interaction et une intégration constante de savoir et d'expériences entre les participants de la plateforme. Pour finir, elle a présenté le comité consultatif de la recherche désormais au complet. Les quatre membres, Prof. Hartmut Vogtmann d'Allemagne, Dr. Clair Lamine de France, Rudi Berli de Suisse et Prof. Christian Vogl d'Autriche, pourront apporter leurs précieuses compétences de spécialistes et leurs connaissances pratiques au bénéfice du projet.

Dans la deuxième partie de la présentation, Stephan Rist a approfondi l'aspect transdisciplinaire essentiel du projet et a souligné l'importance du cadre coopératif de nouvelles formes de connaissance au travers d'une collaboration entre l'équipe du projet et les membres de la plateforme. Dans cette optique, Il a ensuite détaillé l'objectif de la plateforme et les formes possibles de collaboration, tout comme les outils devant garantir un échange constant et fructueux entre les membres de la plateforme.

<sup>1</sup> Liste des participants, cf. annexes.

Après la présentation du projet, une discussion au sujet de l'économie solidaire et son cadre plus général, aussi en dehors du secteur agricole, a suivi. Il était question d'évaluer à quel point il serait utile d'intégrer des initiatives d'économie solidaire autres qu'agricoles au sein du projet. Un large consensus s'est formé sur le fait que l'économie sociale et solidaire ESS, sous ses différentes formes, gagne en importance à travers l'Europe. Une tendance qui peut être illustrée, entre autres, par l'exemple de la Mondragón Corporación Cooperativa (MCC) au Pays basque espagnol, un mouvement coopératif comptant 80'000 membres, ou encore la poussée des SCOPs (Société coopérative et participative) en France. Selon les statistiques, l'ESS génère déjà plus de 12% de la création de valeur au sein de la Communauté européenne et représente un secteur économique en croissance. Toutefois, ces chiffres sont, aussi selon Luc Meynard (représentant de la Confédération Paysanne), à interpréter avec prudence, car ils prennent également en compte des sociétés coopératives du secteur bancaire ou des grands détaillants comme par exemple Migros ou Coop en Suisse. Titus Bahner, de la « Kulturlandgenossenschaft », a alors questionné l'assemblée pour savoir; comment doit-on définir l'économie solidaire?

Lara Baranzini de la Chambre de L'Économie Sociale et Solidaire, Après -GE a alors expliqué que c'est par la forme juridique que les entreprises peuvent être définies d'économie solidaire, comme les coopératives par exemple. Cette réponse n'étant pas suffisante, d'autres critères ont été évoqués en relation à une étude au sein du Programme InterregESSpace réalisée dans la région frontalière entre la France et la Suisse (Genève, Vaud, Franche-Comté et Rhône-Alpes). On peut, entre autres, citer les points suivants : 1) exclusivement des activités étant dans l'intérêt de la société, 2) autonomie, 3) transparence und 4) un profit limité (réinvestissement, plafonnement des salaires et redistribution des dividendes aux actionnaires, etc.). Le catalogue de critères visant à définir les entreprises d'économie solidaire est donc dynamique et soumis à un débat continu.

Lors du tour de table de présentations qui a suivi, les participants formaient quatre groupes plus ou moins distincts : économie solidaire et agriculture d'économie solidaire, agriculture biologique, agriculture paysanne et recherche agricole. De nombreux participants ne pouvaient pas s'identifier clairement à une seule catégorie et se voyaient plutôt représenter deux voire trois catégories. Ceci précise et prouve à nouveau à quel point il est important, dans le cadre ce projet, que des représentants et des représentantes de tous ces domaines s'associent et collaborent à travers la plateforme. Beaucoup de partenaires du projet issus des différentes institutions poursuivent des objectifs similaires. L'engagement pour un changement de l'agriculture et du secteur alimentaire vers une voie plus durable est commun à tous.

Le tour de table et l'échange personnel se sont poursuivis de manière plus informelle lors de la pause-café. Après celle-ci, trois présentations sur les différentes formes (d'organisation) d'initiatives agricoles d'économie solidaire en Suisse, en Allemagne et en France ont suivi.

## **Interventions**



Rudi Berli, secrétaire au sein d'Uniterre et producteur aux Jardins de Cocagne, a initié le développement de CSA (Community Supported Agriculture - Agriculture soutenue par les citoyens) en Suisse.

Il a lancé en 1978 la coopérative « Les Jardins de Cocagne », premier CSA en Suisse. La forme d'organisation garanti l'autonomie et propose une alternative tout comme une critique du modèle économique courant. En 1996, l'organisation Via Campesina et son concept de souveraineté alimentaire ont été élaborés en tant

qu'opposition au dérèglement politique de l'OMC Avec le lancement en 2015 de l'initiative pour la souveraineté alimentaire la thématique a pris une place préminente dans l'agenda politique. En 2008, la

création de la Fédération romande de l'agriculture contractuelle de proximité (FRACP) a suivi en Suisse romande, son homonyme en Suisse allemande (RVL) a vu le jour en 2011. À l'heure actuelle, on compte plus de trente initiatives d'agriculture contractuelle sous différentes modalités de CSA en Suisse romande. Rudi Berli a souligné dans la discussion que la notion de CSA ne devait pas être définie trop étroitement et ainsi permettre à des exploitations qui proposent une vente directe à la ferme ou qui se rendent au marché puissent également remplir les principes des CSA.



Klaus Strüber, agriculteur en biodynamie, membre et consultant de SoLaWi, tout comme conseiller du réseau pour une agriculture solidaire (Netzwerks Solidarische Landwirtschaft), englobant l'histoire du développement des CSA en Allemagne.

Les débuts du «Buschberghof» en 1986 marquent la fondation de la première ferme CSA en Allemagne. En 2007, c'est le site web « MakeCSA », qui donne des conseils pratiques pour la création d'une ferme CSA, qui voit le jour. La même année, naît le réseau «SoLaWi». Actuel-

lement on dénombre 104 fermes CSA et environ 100 exploitations en phase de préparation ou de transition. Dans la discussion, a été évoqué le fait que les principes d'économie solidaire jouent un rôle essentiel non seulement chez les producteurs, mais également au sein des groupes de consommateurs. Klaus Strüber a alors expliqué, que l'on trouve des formes de financements, comme le Crowdfunding ou des dits titres participatifs correspondant aux principes d'économie solidaire et qui peuvent jouer un rôle important lors d'investissements au sein d'une ferme CSA.



L'agriculteur bio Denis Carel, membre du comité de MIRAMAP et membre d'Urgenci, ainsi que François Guiton, co-coordonateur d'une AMAP et membre du conseil d'administration de MIRAMAP, ont exposé l'historique de la création des AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) et de MIRAMAP (Mouvement Inter-Régional des AMAP) en France.

La première AMAP a été fondée en 2001. Dans une AMAP, se rassemblent des consommateurs désireux de conclure un contrat commun avec un ou plusieurs producteurs. Le but est de développer une agriculture paysanne écologique du côté des producteurs et une souveraineté alimentaire du côté des consommateurs. Une AMAP n'exige pas de certification biologique, mais interdit aussi bien l'utilisation de pesticides que d'engrais de synthèse et pousse ainsi souvent à une conversion vers le bio. On dénombre aujourd'hui plus de 2'000 AMAP. Afin de promouvoir l'échange et avoir plus d'ampleur depuis l'extérieur, les AMAP se regroupent en réseaux. C'est ainsi qu'en 2009 est fondé la MIRAMAP, ayant pour but de coordonner les réseaux régionaux d'AMAP, soutenir des projets et représenter celles-ci sur le plan national et international. Grâce aux AMAP, les questions relatives à l'alimentation et les conditions de la production agricoles sont revenues au centre des débats politiques en France.

### Discussion en plenum relative aux interventions

Les discussions qui ont suivi les interventions se sont focalisées essentiellement sur trois questions, dont deux concernaient en premier lieu la situation en France. Une plus longue discussion a suivi au sujet de l'état et de la signification d'une mise en réseau internationale des initiatives agricoles d'économie solidaire.

La question de l'évaluation du modèle de « La Ruche qui dit oui », une société anonyme commerciale simplifiée qui propose une plateforme d'achat de paniers de légumes en ligne, a suscité de nombreuses réactions. Étant donné que cette entreprise, promotrice d'une économie régionale, prétend être un lien entre producteurs et consommateurs sous forme de « circuit court » (aucun ou maximum un intermédiaire), elle peut être interprétée comme étant une version « light » des AMAPs et entre ainsi en concurrence avec celles-ci. Denis Carel a tenu à souligner que « La ruche qui dit oui » n'est pas une alternative aux AMAPs et qu'il n'existe pas de système de vente, en dehors des AMAPs, qui puisse proposer une sécurité et une garantie de telle ampleur aux producteurs. Luc Meynard a expliqué que les personnes se tenant derrière le financement de cette Start-up, agissent pour le profit<sup>2</sup> et qu'il n'est pas clair sur quelle distance au final les produits « régionaux » doivent être transportés. Une autre distinction réside dans les commissions que perçoivent les intermédiaires, les « bailleurs de fonds » et les responsables du site web qui selon Elian Angleret (Nature et Progrès, France) représenteraient environ 15 à 20%. De ce fait, on ne pourrait plus parler de « circuit court ». En outre, de nombreux produits ne sont pas fabriqués selon des lignes directrices biologiques<sup>3</sup>.

En ce qui concerne la France, il a été demandé dans quelle mesure la Chambre française de l'Economie Sociale et Solidaire ESS soutient les AMAPs. Denis Carel a expliqué qu'en 2000, sous le gouvernement socialiste, les mouvements écologiques, et donc les AMAPs, étaient soutenus, ce qui a facilité la constitution de celles-ci. Le gouvernement conservateur qui a suivi préconisait aussi une production locale, mais proposait peut-être de soutien financier.



Jan Landert (FiBL Suisse) a demandé s'il était plus difficile de constituer des AMAPs dans les régions rurales et que celles-ci soient donc plutôt présentes dans les zones urbaines. Denis Carel a alors confirmé le fait qu'il soit difficile d'instaurer des AMAPs dans certaines zones rurales (par manque de consommateurs. D'autre part, il y a souvent trop peu d'agriculteurs à proximité des très grandes villes. De façon plus générale, il perçoit une tendance sensible à un changement du comportement d'achat. Ainsi, environ 30% de la population achète parfois ou régulièrement des produits biologiques de saison au travers d'offres à « circuit court ».

Gaëlle Bigler (Urgenci) s'est exprimée au sujet de la mise en réseau internationale des mouvements de CSA au-delà des frontières étatiques accomplies par Urgenci. Elle s'est aussi exprimée sur une collaboration transfrontalière visant à l'élaboration d'une chartre des CSA européennes, autre initiative également lancée par Urgenci. Rudi Berli a attesté la fonction importante et le précieux travail d'Urgenci tout en renvoyant également au mouvement Via Campesina, présent sur le plan international, mais qui s'organise également à l'échelle nationale et qui, au travers de son engagement actif pour une souveraineté alimentaire et une agriculture paysanne, fournit des impulsions importantes. À ce propos, Peter Volz (Agronauten, Allemagne) a rendu attentif au deuxième forum européen pour la souveraineté alimentaire – Nyéléni Europe qui se tiendra du 26 au 30 octobre 2016 en Roumanie, en rappelant qu'en ce qui concerne la mise en réseau, d'importantes structures existent déjà. Stephan Pabst (mouvement

<sup>2</sup> Xavier Niel, un des français les plus riches selon Forbes, Marc Simoncini, Christophe Duhamel, entre autres, ne sont pas issus du domaine agricole.

<sup>3</sup> Plus d'infos: [http://www.lesamisdelaconf.org/IMG/pdf/la\\_ruche\\_qui\\_dit\\_oui\\_2015\\_.pdf](http://www.lesamisdelaconf.org/IMG/pdf/la_ruche_qui_dit_oui_2015_.pdf)  
[http://www.lepoint.fr/societe/guerre-des-legumes-chez-les-bobos-22-11-2014-1883614\\_23.php](http://www.lepoint.fr/societe/guerre-des-legumes-chez-les-bobos-22-11-2014-1883614_23.php)

CSA Autriche) a également tenu à souligner l'utilité de la mise en réseau et d'autres projets initiés par Urgenci: Premièrement pour favoriser une prise de conscience sur le fait que des problèmes communs existent et pour lesquels des solutions doivent être étudiées; deuxièmement, pour encourager l'échange d'idées ; troisièmement, pour le travail de délimitation nécessaire pour définir quelles pratiques et quelles institutions sont considérées comme CSA et pourquoi ce n'est pas le cas d'autres et, quatrièmement, afin de contextualiser son propre travail.

Martina Siegenthaler (Organe de coopération pour l'agriculture solidaire, Suisse) a posé la question de savoir, jusqu'à quel point la mise en réseau et l'échange d'expérience est nécessaire et doit aboutir? Certes, il n'existe par exemple pas de consensus sur les critères écologiques minimaux d'une CSA au sein des deux organisations pour une agriculture contractuelle en Suisse (Suisse romande : FRACP, Suisse allemande: RVL). Toutefois, si en Suisse allemande une certaine préférence pour des projets CSA certifiés biologiques existe, la FRACP tient au caractère volontaire de la certification biologique. En outre, Les conditions-cadres légales, concernant les coopératives par exemple, sont très différentes selon les pays. Klaus Strüber, bien qu'il travaille avant tout sur le plan local, a salué la présence d'Urgenci au sein du réseau allemand SoLaWi, étant donné qu'ainsi, la disponibilité et la transmission d'informations est également assurée au-delà de l'Allemagne. Les réseaux seraient donc importants, car il est nécessaire de pouvoir compter sur des structures permettant de se réunir et d'échanger.



Après une discussion animée et un programme riche en interventions sur la thématique de l'économie solidaire et de l'agriculture biologique, il était temps de se lancer dans une aventure culinaire sensuelle et enrichissante, entre mise en pratique d'une agriculture biologique solidaire et maîtrise de l'art culinaire. Le repas de midi a été composé sur la base des produits de la ferme bio Zaugg, qui participe au projet régional d'agriculture contractuelle soliTerre.

### **Questions fondamentales sur l'économie solidaire et l'agriculture biologique**

Pour le coup d'envoi du programme de l'après-midi, des questions fondamentales et plus globales au sujet du projet ont été discutées en groupes. A cet effet, les partenaires de terrain ont également exposé leur point de vue sur l'économie solidaire au sein de l'agriculture. La fonction principale d'une agriculture d'économie solidaire (et l'agriculture en soi) serait donc de nourrir la population à l'aide de produits sains et non pas de servir les intérêts des multinationales. La relocalisation (« régionalisation ») a été définie comme étant le concept clé d'une agriculture solidaire, bien que certaines orientations trop fondamentalistes et dogmatiques devraient être évitées. En premier lieu, il devrait s'agir de créer des conditions équitables et une égalité des chances pour les producteurs et productrices du monde entier.

Le rapport entre consommateurs et producteurs a été cité comme autre critère d'une agriculture solidaire. Le point essentiel étant, d'une part, un soutien et une proximité réciproque qui rend possible une certaine confiance, des processus participatifs, une prise de responsabilité et un préfinancement de la production. D'autre part, il conviendrait de limiter les intermédiaires et permettre un développement des exploitations sur le long terme.

A la question du potentiel de développement de l'agriculture d'économie solidaire, une autre voix a souligné que le côté des consommateurs est souvent négligé. Le projet devrait donc aussi s'intéresser à savoir comment mieux mobiliser le potentiel du côté des consommateurs et comment des clients potentiellement intéressés devraient pouvoir être abordés. De plus, la question de savoir, quelles sont les formes d'organisation comptant des expériences positives et lesquelles pourraient adopter de nouvelles formes, devrait être éclaircie.

Une opinion partagée par les participants d'un pays est arrivée à la conclusion que jusqu'ici, les initiatives étaient plutôt apparues en réponse aux incitations de consommateurs et de consommatrices et non pas de producteurs. C'est pourquoi, dans le secteur agricole, la reconversion à des modèles alternatifs de production agricole devrait être favorisée et facilitée par la diffusion de connaissances. Cela impliquerait de démontrer, déjà lors de la formation, différentes formes d'organisations et de production aux producteurs et productrices. Ceci devrait en outre amener à démontrer les chances d'une diversification plutôt que d'une spécialisation, actuellement dominante.

Il a finalement été suggéré de suivre la thèse menant l'économie solidaire vers une écologisation de l'agriculture, tout en ne perdant pas les consommateurs de vue.

### World-café au sujet des questions de recherche



À la suite de cette discussion, il a été question d'éclaircir et de discuter des questions de recherche du projet. La méthode des dits «World-café», développée spécialement pour des discussions en grands groupes, a été appliquée à cet effet. Dans ce procédé, les participants sont assis (voir debout) en petits groupes à une table couverte d'une nappe en papier sur laquelle il est possible (et recommandé) d'écrire. La modératrice ou le modérateur de chaque table explique la tâche et le déroulement de l'exercice. Les sept questions de recherche du projet

ont été divisées en trois parties, comprenant chacune deux à trois questions, attribuées à une table respective afin que les groupes puissent mener des tables rondes successives. Les groupes étaient reconstitués entre chaque table ronde, comme c'est le cas pour les « World-café ».

Les participants ont proposé aussi bien des modifications au niveau de la forme que du contenu. En ce qui concerne les modifications formelles, il s'agissait avant tout d'une meilleure subdivision des questions. Au niveau du contenu, les questions ont, d'une part, fait l'objet de discussions très ciblées et d'autre part, celles-ci ont été interprétées dans une perspective plus large en tenant compte des influences comme des développements sociaux et environnementaux. Pour finir, la réussite du projet est indissociable d'une compréhension générale et de bonnes connaissances de base, surtout en ce qui concerne la conception des questions d'entretiens lors de la prochaine phase du projet. Reste qu'intégrer ces aspects directement dans les questions de recherche dépasserait le cadre du projet.

En outre, des points ne devant certes pas être formulés en tant que questions de recherche ont été mentionnés, mais ces questions devraient être traitées en premier par l'équipe de recherche et constitueraient une base primordiale. Une définition opérationnelle de l'agriculture d'économie solidaire en fait partie.

Par rapport à la problématique n°2 du projet, il a été souligné que la formulation devrait inclure non seulement les « problèmes clés », mais également les « facteurs de réussite ». Il a également été question du rôle des aspects régionaux, des institutions, la mise en réseau et le rôle d'initiatives individuelles en tant que facteurs déclencheurs. Dans ce cas, il a été suggéré de différencier les influences de type « Botton-up » de celles de type « top-down ». À la question 3, il a été proposé de formuler celle-ci plus ouvertement. Au lieu de relever une influence déjà au sein de la problématique, celle-ci devrait plutôt être remise en question et, si elle est présente, l'interaction devrait être thématifiée. À la question 4, une plus forte focalisation sur le rôle des consommateurs en général et directement au sein d'exploitation agricoles d'économie solidaire a été souhaité. La souveraineté alimentaire est alors apparue comme mot d'ordre, tout comme c'était déjà le cas lors des exposés. À la question 5, il a été question d'une formulation plus ouverte, où il s'agirait d'évaluer non seulement les changements souhaitables concernant le cadre d'action des politiques agricoles, mais aussi celui du droit, des politiques et

des institutions. Finalement, il a été mentionné que le rôle des institutions agricoles formatrices et celui de leur contenu ne devaient pas être oubliés. En ce qui concerne le cadre légal, il convient de noter en particulier les effets négatifs des règles d'hygiène (selon les normes HACCP) sur le développement de structures locales, celles-ci rendant par exemple la pratique respectueuse de l'abattage d'animaux au sein de l'exploitation.

Grâce aux précieuses interventions des participants, la méthode du « World-café » s'est avérée être très fructueuse. Les remarques seront reprises par l'équipe du projet et intégrées au processus de la recherche, dans la mesure du possible.

### **Visite de la ferme**

Klaus Zaugg, membre et producteur de l'association pour une agriculture contractuelle régionale – soliTerre, nous a guidé à travers son exploitation d'économie mixte et a présenté ses différentes branches de production de manière divertissante et instructive. Chaque explication était suivie d'une discussion animée avec les participants. Son impressionnante palette de produit comprend environ 90 sortes de légumes. Les plants sont fabriqués sur place dans des serres. En raison du bon état du sol local, entretenu avec son propre compost, les Zaugg atteignent des rendements, qui impressionnent les observateurs. Le lait des neuf vaches est transformé dans leur propre fromagerie fermière. Les produits carnés comprennent de la viande fraîche, de la viande sèche et des saucisses. En outre, ils produisent également des œufs. La farine issue des cultures de céréales est commercialisée par la ferme elle-même et utilisée dans la fabrication de pain. La commercialisation passe par les canaux suivants: la livraison quotidienne des étals de marché de la ferme, deux commerces, deux restaurants et, pour finir, l'association soliTerre (agriculture contractuelle). Un autre secteur de l'exploitation est la salle de séminaires, incluant une mise à disposition de services techniques et un hébergement. La visite a été traduite avec beaucoup de compétences et d'humour par René Becker. Nous remercions ici vivement la ferme bio Zaugg pour son excellente restauration.

### **Évaluation des Flip-Charts, Sondages et perspectives**

Ateliers sur une ou deux journées : Lors de ce sondage, une majorité des participants s'est prononcées pour la variante avec un total de trois ateliers dont un devrait se dérouler sur deux journées (18 personnes) ; une minorité de huit personnes s'est prononcé pour quatre ateliers d'une journée. Comme l'équipe du projet préfère aussi la première variante, le prochain atelier en 2017 se déroulera sur deux jours et aura probablement lieu à l'automne.

Échange au-delà des ateliers : Ici aussi, une déclaration univoque et des rapports de majorité sont apparus. 13 personnes se sont prononcées pour un microsite. L'équipe du projet y travaille d'ores et déjà celui-ci sera publié au plus tard en octobre 2016. Le site contient des rubriques permettant aux partenaires du projet de publier des informations et des événements importants. En plus de ça, un espace collaboratif pour les membres (SharePoint) sera mis en place dans la structure du microsite et devrait permettre d'échanger des informations à l'interne, de charger des documents et d'autres fichiers, tout comme d'utiliser un forum de discussion. Jusqu'à ce que ce microsite soit en ligne, nous publions les informations les plus importantes sur la page actuelle du projet. Les informations importantes et les questions d'organisation que les membres de la plateforme doivent absolument recevoir continueront d'être transmises par e-mail. Le microsite ne remplace donc pas les correspondances par e-mail, mais offre un élargissement ne pouvant pas être effectué par e-mail. En outre, huit personnes ont souhaité l'envoi de Newsletters par e-mail. Plus d'informations concernant le microsite suivront cet automne.

Les enregistrements vidéo des trois exposés et les flyers sont actuellement publiés sur la page existante du projet :

[http://www.cde.unibe.ch/forschung/gouvernanz\\_von\\_land\\_und\\_natuerlichen\\_ressourcen/projekte/die\\_bedeutung\\_der\\_solidaroeconomie\\_fuer\\_den\\_biologischen\\_landbau/index\\_ger.html#pane389259](http://www.cde.unibe.ch/forschung/gouvernanz_von_land_und_natuerlichen_ressourcen/projekte/die_bedeutung_der_solidaroeconomie_fuer_den_biologischen_landbau/index_ger.html#pane389259)

Suggestions de thèmes pour les prochains ateliers : Outre le soutien des thèmes proposés par l'équipe du projet, d'autres propositions ont été faites, qui divergent parfois fortement. La thématique de « l'accès à la terre » a été soutenue par trois personnes, la thématique « Rapport entre agriculture biologique certifiée et économie solidaire » souhaitée par quatre personnes. Afin de définir les thématiques du prochain atelier, un questionnaire écrit intégrant les nouvelles propositions sera élaboré.

## Partenaires



Bio Suisse



V.Ö.P. Verbund Ökologische Praxisforschung



Demeter Schweiz



Solidarische Landwirtschaft SOLAWI Deutschland



Forschungsinstitution für Biolandbau FiBL



Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft



Bundesamt für Landwirtschaft



Kulturland Genossenschaft



Schweizerischer Bauernverband



Die Agronauten



Uniterre



Mouvement Inter-Régionale des AMAP



Kleinbauern-Vereinigung VKMB



Nature & Progrès



Fédération Romande de l'Agriculture Contractuelle de Proximité



Terre de Liens



Kooperationsstelle für solidarische Landwirtschaft



Confédération Paysanne



ConProBio



Fondazione Italiana per la Ricerca in Agricoltura Biologica e Biodinamica



Urgenci



Cooperativa Valli Unite



Chambres de l'économie sociale et solidaire Après-Ge



Cooperativa La Terra e il Cielo



Österreichische Bergbauern- und -bäuerinnenvereinigung, Via Campesina



Rete di Economia Solidale



Solidarische/gemeinschaftliche Landwirtschaft Österreich



Bio Austria

## Annexe – Liste des participants

Plattformteilnehmende		Workshop 30.06.2016
Urs Guyer	Bio Suisse	Anwesend
Christian Butscher	Demeter Schweiz	Entschuldigt
Jan Landert	FIBL Schweiz	Anwesend
Susanne Menzel	Bundesamt für Landwirtschaft BLW	Anwesend
Christine Badertscher	Schweizerischer Bauernverband SBV	Anwesend
Rudi Berli	Uniterre	Anwesend
Regina Fuhrer Wyss	Vereinigung zum Schutz kleiner und mittlerer Bauern VKMB	Anwesend
Lara Baranzini	Après-Ge	Anwesend
Claude Mudry	Après-Ge	Anwesend
Nicolas Bezençon	Féd. romande de l'agriculture contractuelle de proximité FRACP	Anwesend
Martina Siegenthaler	Kooperationsstelle für solidarische Landwirtschaft	Anwesend
Ursina Eichenberger	Kooperationsstelle für solidarische Landwirtschaft	Entschuldigt
Renzo Cattori	ConProBio	Anwesend
Luciano Schumacher Motta	ConProBio	Anwesend
Gaelle Bigler	Urgenci	Anwesend
Ramona Greiner	V.Ö.P. Verbund Ökologische Praxisforschung	Anwesend
Klaus Strüber	SOLAWI (D)	Anwesend
Phillip Brändle	Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft e.V.	Anwesend
Titus Bahner	Kulturland eG	Anwesend
Peter Volz	Die Agronauten	Anwesend
Ludwig Rumetshofer	ÖBV Österreichische Bergbauern- u. -bäuerinnenvereinigung	Anwesend
Stephan Pabst	Solawi Austria	Anwesend
Dominik Dax	Bio Austria Linz	Entschuldigt
Denis Carel	MIRAMAP	Anwesend
François Guiton	MIRAMAP	Anwesend
Eliane Anglaret	Nature & Progrès	Anwesend
Véronique Trappier	Nature & Progrès	Anwesend
Catherine Morand	Nature & Progrès	Anwesend
Luc Meynard	Confédération Paysanne	Anwesend
René Becker	Terre de Liens	Anwesend
Davide Biolghini	RES Italia, Rete di Economia Solidale	Anwesend
Ottavio Rube	Cooperativa Valli Unite	Anwesend
Luca Colombo	FIRAB Fond. Italiana per la Ricerca in Agricoltura Biologica e Biodinamica	Entschuldigt
Bruno Sebastianelli	La Terra e il Cielo Società Agricola Cooperativa	Entschuldigt
Projektförderung		
Stephanie Huber	Stiftung Mercator Schweiz	Anwesend
Projektteam		
Peter Moser	Archiv für Agrargeschichte	Anwesend
Stephan Rist	Centre for Development and Environment CDE	Anwesend
Bettina Scharrer	Centre for Development and Environment CDE	Anwesend
Sibylle Berger	Centre for Development and Environment CDE	Anwesend
Film & Fotos		
Christophe Ritz	Communication	Anwesend

## Programme de la journée

Heure	Contenu
Ab 8.30	Café de bienvenue
9.15 – 9.25	Paroles de bienvenue et détails pratiques
9.25 – 9.45	Tour de présentation
9.45 – 10.35	Introduction : vue d'ensemble des projets, déroulement et objectifs du Kick-off Workshops, objectifs et fonction de la plateforme, possibilités de collaboration.
10.35 – 10.55	Pause-café
10.55 – 11.15	Exposé de Rudi Berli (Uniterre et Jardins de Cocagne) sur la naissance, développement et formes de l'Agriculture Contractuelle de Proximité en Suisse
11.15 – 11.35	Exposé de Klaus Strübe (Hof Hollergraben et conseiller agricole de SoLaWi) sur la naissance, développement et formes de l'agriculture solidaire en Allemagne
11.35 – 11.55	Exposé de François Guiton (Administrateur MIRAMAP) et Denis Carel (Urgenci) sur la naissance et développement de l'AMAP et l'agriculture solidaire en France
11.55 -12.30	Discussion en plénière sur les exposés
12.30 – 14.00	Repas de midi
14.00 -14.15	Introduction au Worldcafé et aux sujets suivants :
	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Qu'est-ce qui fait partie de l'économie solidaire dans l'agriculture? Stade de la diffusion, de la mise en réseau et besoins.</li><li>2. Motivations et causes de développement de l'économie solidaire et d'éléments de l'économie solidaire dans l'agriculture (biologique)</li><li>3. Conditions cadres et changements nécessaires dans la politique agricole, l'économie, le conseil et la recherche.</li></ol>
14.15 – 15.15	Worldcafé avec trois travaux en groupes selon les trois sujets, respectivement les questions de recherche.
15.15 – 15.35	Pause
15.35 – 16.30	Synthèse des résultats des travaux en groupes et discussion en plénière
16.30 – 16.50	Prochaines étapes, perspectives pour le prochain atelier 2017 et les possibilités de collaboration
16.50 – env. 18.15	Visite guidée de la ferme avec un exposé de K. Zaugg de SoliTerre Berne
18.15	Fermeture officielle de l'atelier.
Ab 18.20	Départ pour Berne avec les transports publics (le bus part à 18.31)
Ab 19.15	Repas du soir à Berne (facultatif)